

Après le putsch raté, les réponses à six questions-clés

■ Quelle est la situation, deux jours après la tentative de coup d'état ? Réponses en six points.

Analyse **Alexandre Billette**
Correspondant à Istanbul

La situation est de retour à la normale, ont assuré les dirigeants turcs dimanche, alors qu'une vague d'arrestations sans précédent vise les sympathisants, réels ou supposés, du putsch raté. Selon le ministre de la Justice qui s'est exprimé dimanche, 6 000 personnes ont été placées en garde à vue et "le nettoyage se poursuit", a indiqué Bekir Bozdag en précisant que le nombre de personnes arrêtées allait croître au cours des prochains jours. Tout au long du week-end, les arrestations se sont multipliées, essentiellement au sein de l'armée. Les partisans de Recep Tayyip Erdogan ont été invités à "descendre dans les rues" pour dénoncer la tentative de putsch. Les opérateurs mobiles ont envoyé des SMS à leurs abonnés et les imams ont appelé les fidèles à participer aux rassemblements lors des appels à la prière samedi, alors que dans la soirée des milliers de personnes se sont regroupées sur les places d'Istanbul et, dans une moindre mesure, à Ankara.

Au centre d'Istanbul, il n'y a plus de traces des violents affrontements de la nuit de vendredi à samedi. Dimanche

soir, un tank était toujours positionné à l'entrée de l'aéroport Sabiha Gökçen, le second aéroport de la métropole. Le département d'Etat américain recommande toutefois à ses ressortissants d'éviter tout voyage en Turquie jusqu'à nouvel ordre. Certaines compagnies aériennes européennes et américaines ont annulé leurs vols, qui pourraient reprendre en début de semaine.

1 Le putsch était-il prévisible ? Déjà à quatre reprises, l'armée a tenté un coup d'Etat en Turquie, et était toujours parvenue à déposer ou faire changer le pouvoir civil en place. Mais dans tous les cas, l'armée avait agi comme un bloc, et l'initiative était venue du sommet de la hiérarchie militaire, ce qui n'a pas été le cas ce week-end. Certains observateurs évoquaient depuis quelques mois une intervention possible des forces armées, traditionnellement rangées dans le camp laïciste et contre lesquelles le régime de Recep Tayyip Erdogan a été durant longtemps en porte-à-faux. En revanche, le pouvoir de l'armée a été nettement amoindri depuis les premières années au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) de Recep Tayyip Erdogan, qui a contribué à la "civilianisation" du pouvoir turc au début des années 2000, notamment pour se rapprocher des exigences de l'Union européenne dans le cadre du processus d'intégration. L'état-major actuel de l'armée a été essentiellement nommé depuis l'arrivée aux affaires de l'AKP, qui

contrôle désormais solidement l'essentiel des institutions politiques et judiciaires du pays.

2 Qui sont les putschistes ? Vingt-neuf officiers supérieurs et cinq généraux, dont l'un commandait l'un des quatre corps d'armée du pays, ont été démis de leurs fonctions, des dizaines de colonels, jusqu'à des étudiants d'écoles militaires à travers le pays arrêtés... Au total, au moins 3 000 gradés et soldats auraient ainsi été mis aux arrêts depuis l'échec du putsch dans la nuit de vendredi à samedi, y compris le premier aide de camp du président Erdogan lui-même, mis en garde à vue dimanche soir. Les institutions judiciaires sont également frappées : plus de 2 700 juges administratifs à travers le pays ont été limogés samedi, tandis que cinq membres du Conseil supérieur de la magistrature ainsi que deux juges de la Cour constitutionnelle ont été arrêtés, sans que la raison précise n'ait été communiquée. Malgré cette vague d'arrestations qui s'apparente à une vaste purge, l'identité des putschistes n'a toujours pas été annoncée officiellement, même si la presse turque a évoqué tout au long du week-end le nom de Akin Öztürk, ancien chef des forces aériennes du pays, aujourd'hui en garde à vue.

3 Pourquoi la tentative de putsch a-t-elle échoué ? Le manque de soutien des putschistes et le caractère bâclé, voire improvisé de l'intervention a rapi-

dement compromis l'initiative du groupe d'insurgés. Le "Comité pour la Paix" annoncé par communiqué par les putschistes entendait ramener "la démocratie et l'Etat de droit" en Turquie, mais aucun parti politique ni groupe d'influence n'a soutenu le mouvement, qui n'a obtenu aucun soutien populaire. L'intervention du président Recep Tayyip Erdogan, en direct à la télévision depuis une visioconférence improvisée sur un GSM, a permis au chef de l'Etat de rameuter ses sympathisants dans les rues et à l'aéroport d'Istanbul lors de son retour, alors que les putschistes n'ont bénéficié d'aucun soutien. L'intervention d'un petit groupe de mutins, sans soutien de la haute hiérarchie de l'état-major, face aux forces policières en général fidèles au chef de l'Etat et aux supporters du parti au pouvoir, s'est terminée par un échec. Parmi les insurgés, selon plusieurs sources, de jeunes conscrits de l'armée qui croyaient participer à un exercice. Ce sont en partie eux qui étaient, de toute évidence, sur le pont d'Istanbul où des affrontements violents et des lynchages de militaires ont eu lieu.

4 Un putsch orchestré par Fethullah Gülen ? Pour les autorités turques, l'identité des exécutants importe moins que celui du cerveau de cette tentative de putsch : l'imam Fethullah Gülen, ancien allié devenu ennemi intime du président Erdogan, a été immédiatement pointé du doigt par l'exécutif. "Nous allons poursuivre l'élimination de ce

virus au sein de l'Etat", a tonné le président Erdogan dimanche en évoquant les sympathisants du prédicateur, dont bon nombre ont déjà été limogés de la fonction publique depuis la rupture entre les deux hommes en 2013. Une accusation rejetée par l'imam Gülen depuis les

Etats-Unis, où il habite depuis 1999. Fethullah Gülen a renvoyé la balle, évoquant la "possibilité" que la tentative de putsch ne soit qu'un simulacre permettant au président Erdogan de resserrer son emprise sur le pays.

5 Quelles conséquences sur la politique étrangère de la Turquie ? Les autorités turques insistent depuis plusieurs mois pour que Washington extradite et remette Fethullah Gülen aux mains du pouvoir d'Ankara. Une réquisition restée lettre morte jusqu'ici, mais que le pouvoir turc espère obtenir à la suite de ce putsch. Les autorités américaines ont proposé leur aide pour établir la responsabilité du putsch du 15 juillet, et demandent à Ankara de fournir les preuves de la participation de Fethullah Gülen à ce complot pour ouvrir le dossier. Le premier ministre turc, Binali Yildirim, a estimé samedi qu'un pays qui garderait sur son sol le cerveau du putsch "ne saurait être un ami ou un allié". La base aérienne d'Incirlik, au sud de la Turquie, qui est utilisé par les forces de la coalition dans le cadre de la lutte contre Daech, a été fermée durant plusieurs heures à la suite de la tentative de coup d'Etat militaire, Ankara évoquant un rap-

vitaillement des avions rebelles sur cette base. Le commandant d'Incirlik et certains de ses hommes ont été arrêtés dimanche, et la base a été rouverte aux avions des alliés de l'Otan en fin de journée. Le pouvoir de Recep Tayyip Erdogan a pu bénéficier tout au long de ce week-end du soutien de l'ensemble de ses partenaires, notamment européens, russes et nord-américains, qui ont soutenu le régime en place, "élu démocratiquement".

6 Recep Tayyip Erdogan, grand gagnant de ce week-end sanglant ? Le président turc a évoqué dès la première nuit un "don du ciel", un putsch raté qui permettait aux autorités turques de débusquer les éléments complottistes au sein de l'armée. Fort du soutien populaire qui s'est confirmé à l'appel du chef de l'Etat, le président Erdogan a désormais un boulevard devant lui pour renforcer ses pouvoirs et obtenir le régime présidentiel qu'il appelle de ses vœux. En revanche, le bilan humain est lourd, et la société turque plus polarisée que jamais malgré l'unité de circonstance, alors que les partis politiques d'opposition ont dénoncé la tentative de putsch. La grande purge qui touche depuis le week-end les éléments impliqués dans le coup d'Etat, à tort ou à raison, pourrait bien s'étendre dans les prochains jours à l'ensemble des forces qui s'opposent au pouvoir du président turc sous couvert de lutte anti-putschiste.

"Un don du ciel."

RECEP TAYYIP ERDOGAN

Président turc évoquant le putsch raté qui permet aux autorités turques de débusquer les "éléments complottistes" au sein de l'armée.